

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Les dommages de la pandémie de la COVID-19 sur l'économie n'atténuent pas trop l'optimisme des économistes

Montréal, le 22 avril 2020 – Selon un sondage effectué du 9 au 17 avril, en collaboration avec la firme Raymond Chabot Grant Thornton, les économistes membres de l'Association des économistes québécois estiment que des dommages importants et permanents, comme la fermeture définitive d'entreprises, pourraient survenir si l'arrêt des activités économiques non essentielles dure de deux à trois mois (68,9 % des répondants). Alors que l'arrêt a été décrété par le gouvernement du Québec il y a plus d'un mois, on remarque que 21 % des répondants considèrent que les dommages sont déjà importants et seront permanents sur l'économie. Les économistes croient donc que la durée de l'arrêt sera un déterminant important de l'ampleur des dommages sur l'économie.

Les répondants croient aussi que les gouvernements ont réagi correctement à la situation en mettant sur pied une foule de mesures pour contrer les effets négatifs de la pandémie sur l'économie. Ces derniers considèrent dans une proportion de 64,2 % qu'elles ont été suffisantes, compte tenu des circonstances, mais qu'elles ne permettront pas d'éviter les dommages importants et permanents à l'économie. Moins de 10 % des répondants considèrent les mesures comme étant mal ciblées ou mal adaptées à la situation ou encore d'une ampleur totalement exagérée. Enfin, les économistes s'appuient fortement (66,9 % des répondants) sur la décision des responsables de la Santé publique pour permettre aux entreprises de reprendre leurs activités.

Malgré le fait qu'il est actuellement difficile de prévoir l'évolution de la pandémie au cours des prochaines semaines ou mois, tant ici que dans le reste du monde, 39,2 % des répondants croient que l'économie du Québec retrouvera graduellement son niveau d'avant la pandémie en moins d'un an, même si une proportion importante (38,5 % répondants) croit que l'économie restera plutôt stagnante pendant deux à trois trimestres après la forte contraction. Ces derniers sont aussi d'avis que la reprise de l'activité économique mondiale (28,4 %), l'accélération des investissements en infrastructures (21,6 %) et, dans une moindre mesure, un programme d'incitation à l'investissement pour les entreprises (14,2 %) sont les éléments qui assureront une reprise rapide de l'économie.

La pandémie actuelle de la COVID-19 aura inévitablement de multiples conséquences sur l'économie et les comportements des agents économiques. Un endettement accru de tous les agents économiques avec des conséquences négatives sur le potentiel de croissance de l'économie ressort davantage du sondage. Pour ce qui est des gouvernements, l'endettement accru pourrait se traduire par des effets négatifs sur la fourniture des services futurs ou sur le fardeau fiscal des contribuables. Un recul de la mondialisation des échanges pourrait également être une conséquence notable de la pandémie. Dans un contexte où les exportations internationales représentent environ 28 % de son PIB, cela représente un grand défi pour le Québec.

Selon Yves St-Maurice, président du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois, « les résultats du sondage montrent que l'économie du Québec pourrait stagner pendant un ou deux trimestres après une forte contraction et subir probablement des dommages importants et permanents ». Toutefois, M. St-Maurice signale qu'il y a lieu de rester optimiste car plusieurs répondants croient que l'économie reviendra à son niveau d'avant crise en moins d'un an.

L'Association effectue régulièrement des sondages auprès de ses membres sur des questions en rapport avec l'actualité économique ou des enjeux de politique publique. Les résultats détaillés de ce sondage ainsi que les sondages antérieurs sont disponibles à l'adresse :
http://economistesquebécois.ca/programmes_et_activites/sondages.

CONTACT

Yves St-Maurice, président
Comité des politiques publiques
514-776-6546

Bernard Barrucco, directeur général
Association des économistes québécois
418-681-9247

Annexe

Au total, 148 membres de l'Association des économistes québécois ont répondu au sondage réalisé par Internet du 29 avril au 7 mai 2019.

QUESTION 1

Pendant combien de temps pensez-vous que l'arrêt de toutes les activités économiques non essentielles au Québec peut durer sans que des dommages permanents importants soient causés à l'économie, notamment la fermeture définitive de plusieurs entreprises ?

Durée	Réponses (%)
a. 2 mois	29,7
b. 3 mois	39,2
c. 6 mois	8,1
d. 12 mois	2,0
e. Il est déjà trop tard. Les dommages sont déjà importants et seront permanents sur l'économie.	21,0

QUESTION 2

Que pensez-vous des mesures mises en place par les gouvernements et les autorités monétaires ?

Mesures	Réponses (%)
a. Elles sont suffisantes et elles permettront d'éviter les dommages importants et permanents à l'économie	18,9
b. Elles sont suffisantes, mais elles ne permettront pas d'éviter les dommages importants et permanents à l'économie	64,2
c. Elles sont insuffisantes, car ils ne permettront pas d'éviter les dommages importants et permanents à l'économie	8,1
d. Elles sont mal ciblées et mal adaptées à la situation, et elles ne permettront pas d'éviter des dommages importants et permanents à l'économie	5,4
e. Elles sont totalement exagérées et vont mener à une trop grande détérioration des finances publiques qui sera insoutenable à long terme	3,4

QUESTION 3

À quel moment les autorités concernées devraient-elles permettre aux entreprises de reprendre leurs activités ?

Moment	Réponse (%)
a. Dans l'immédiat pour toutes les entreprises, car le coût économique de l'arrêt actuel est plus élevé que si on laisse la pandémie se résorber par elle-même	2,7
b. Dans l'immédiat, mais graduellement afin d'éviter des dommages permanents trop importants sur l'économie, et ce, même s'il y a encore des personnes infectées dans la population	25,7
c. Aussitôt que la probabilité de résurgence sera considérée comme acceptable par les autorités de santé publique	66,9
d. Pas avant qu'un traitement efficace ou un vaccin ait été découvert	3,4
e. 14 jours après que le dernier cas ait été détecté	1,4

QUESTION 4

L'économie du Québec est très ouverte sur le monde et il est actuellement difficile de prévoir l'évolution de la pandémie, tant ici que dans le reste du monde. Malgré cette incertitude, et considérant que l'économie actuelle subit une forte contraction, comment pensez-vous que l'économie du Québec se comportera au cours des prochains trimestres ?

Évolution de l'économie	Réponses (%)
a. L'économie du Québec rebondira rapidement et retrouvera son niveau d'avant la pandémie en moins de six mois	4,1
b. L'économie du Québec reprendra graduellement et retrouvera son niveau d'avant la pandémie en moins d'un an	39,2
c. Après une forte contraction, l'économie du Québec restera stagnante pendant deux à trois trimestres	38,5
d. Après une forte contraction, l'économie du Québec ne réussira pas à reprendre de la force et s'enlisera dans une longue récession qui pourrait durer de 2 à 4 trimestres	16,9
e. Après une forte contraction, l'économie du Québec devra affronter une profonde dépression soit une forte diminution de la production sur une période de plus de deux ans	1,4

QUESTION 5

Parmi les conséquences possibles décrites ci-dessous de l'actuelle pandémie de la COVID-19 décrites ci-dessous, classez par ordre d'importance celles qui ressortiront comme les effets les plus notables de cette pandémie sur l'économie du Québec (1 indique la plus notable et 9 la moins notable).

Conséquences	Résultats (%)										Moyenne pondérée ¹
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	100 ²	
a. Un recul de la mondialisation des échanges (plus de production locale)	16	15	11	13	11	12	9	8	5	100	4,36
b. Une augmentation des inégalités de revenus	5	8	9	8	15	12	13	14	16	100	5,73
c. Une concentration plus forte de la production au sein de l'économie, diminuant la concurrence	2	3	11	16	11	10	18	17	11	100	5,87
d. Un endettement accru de tous les agents économiques ayant des conséquences négatives sur le potentiel de croissance économique	18	15	16	13	12	13	3	7	5	100	3,99
e. Un changement important dans le comportement des consommateurs et ses habitudes d'achat	6	14	9	17	12	13	13	11	5	100	4,91
f. Une correction importante du marché immobilier	6	7	8	9	10	9	17	11	22	100	5,95
g. Une économie de plus en plus dépendante du gouvernement pour assumer les risques d'affaires	10	11	10	8	7	14	13	14	14	100	5,32
h. Un changement positif dans l'application de nouvelles méthodes de travail augmentant la productivité des travailleurs	12	9	13	11	16	11	7	11	10	100	4,84
i. Un endettement accru de tous les paliers de gouvernement qui aura des effets négatifs sur la fourniture des services publics ou le fardeau fiscal des contribuables	26	17	14	5	6	6	7	8	11	100	4,03

¹ Plus la moyenne pondérée est petite, plus la conséquence est notable.

² La somme peut différer légèrement à cause des arrondissements

Autres mesures (suggestions des répondants) :

- Les petites et moyennes entreprises auront plus de difficulté à rebondir que les grandes et fortes entreprises. Les quasi-monopoles (par ex. Amazon) et les entreprises qui dominent déjà leur secteur (par ex. Starbucks) seront avantagés par rapport à leurs concurrents.
- C'est le parfait moment, après un "chaos", de relancer l'économie sur des nouvelles bases guidées par le développement durable : économie circulaire, achats locaux, économie de transition énergétique, agriculture biologique, ... et arrêter de soutenir une industrie polluante telle que l'industrie pétrolière...
- Plus d'aversion au risque de la part des agents (augmentation des primes de risque et plus grande difficulté d'accès à du capital de risque) et amélioration de la dynamique de survie des PME post-pandémie (les mauvais joueurs tombent en cours de partie).
- Les dynamiques des relations internationales (assistance internationale, partenaires commerciaux, rapports politiques, etc.) seront totalement modifiées suite à cette pandémie.
- Un changement structurel dans les activités économiques nécessaires depuis un moment - trop de dépendance à l'État dans plusieurs secteurs.
- Des ressources massives seront redirigées vers le secteur de la santé, tant privé que public, en particulier en ce qui a trait aux services aux aînés.
- Un changement de la normalité géopolitique causant à la fois une plus grande importance des mesures protectionnistes et également une plus grande méfiance face à la Chine, notamment de la part des pays occidentaux.
- Il est très complexe de répondre à une telle question. On ne peut même pas voir tous les 9 énoncés en même temps sur l'écran et l'ordre des choix devient très incertain au-delà des 1-2 plus et moins importants. Par ailleurs, on ne désigne pas les différents gouvernements canadiens comme des paliers mais comme des ordres en français.
- Accroissement du tourisme local. Attrait accru des banlieues et lieux de villégiature par rapport au développement résidentiel densifié dans les centre-villes.
- Cette pandémie est un choc économique exceptionnel de par ses origines, ses effets et sa durée incertaine! Les précédentes crises avaient un caractère quantifiable concis à un ou quelques secteurs ou encore affectait l'offre et/ou la demande partiellement, malgré les effets domino ou collatéraux sectoriels. Celle-ci se singularise par son impact au niveau de l'offre et de la demande simultanément. Par conséquent, il importe que les gouvernements saisissent la nature des enjeux économiques liés à cette pandémie. De leur soutien, dépendra la nature du ou des chocs économiques (conjoncturelle ou structurelle). L'offre et la demande seront profondément modifiées au sortir de cette pandémie! Par ailleurs, pour nous les économistes, c'est un bel exercice d'humilité quant à nos prévisions!
- Une dépression économique s'en vient au Québec, très dépendant des USA pour les exportations. Puisque les USA réagissent en retard par rapport à la pandémie, leur économie connaîtra un creux inimaginable, semblable aux années 1930.
- Risque d'inflation et d'augmentation brutale des taux d'intérêt.
- Un changement significatif dans les méthodes de travail, tant dans les secteurs privé que public (télétravail, distanciation des employés, etc.).
- 1) Une transformation numérique plus rapide au sein des entreprises
2) Les conséquences négatives des faillites (personnelles et corporatives), selon leur nombre
3) Une adaptation plus rapide au télétravail, nécessaire en contexte de pénuries de

main-d'oeuvre et de flexibilité de temps de travail exigée par les moins de 35 ans.

QUESTION 6

À votre avis, qu'est-ce qui est le plus susceptibles d'assurer une reprise rapide de l'économie une fois que la pandémie sera sous contrôle ?

Assurera une reprise	Réponses (%)
a. Une accélération des investissements en infrastructures de la part du gouvernement	21,6
b. Une autre importante injection d'argent dans l'économie de la part du gouvernement (ex : envoi d'un chèque ou transfert de fonds à tous les contribuables)	9,5
c. Programme d'incitation à l'investissement pour les entreprises	14,2
d. Des conditions financières encore plus avantageuses (baisse des taux d'intérêt, disponibilité de crédit accrue, plus de mesures quantitatives...)	7,4
e. Rien, les mesures récemment mises en place par les gouvernements et les autorités monétaires seront suffisantes pour assurer une reprise rapide de l'économie.	6,1
f. Quoi que l'on fasse, l'économie aura de la difficulté à se remettre et d'autres mesures n'aideront en rien	4,7
g. Une reprise de l'activité économique mondiale	28,4
h. Autres (précisez)	8,1

Autres conditions (suggestions des répondants) :

- Capacité de tester, tracer les contacts et isoler les nouveaux cas pour limiter les nouvelles éclosions.
- Augmentation importante des salaires dans les services publics, investissements dans l'électrification des transports et stratégie de développement agroalimentaire avec programme de transition pour les travailleurs et travailleuses de l'industrie hôtelière et touristique.
- Une combinaison modérée de 1, de 2 et de 3. Quoiqu'il en soit, il n'y aura pas de reprise rapide.
- Un soutien actif de la demande pour maintenir le développement des nouveaux modes de consommation locale et/ou en ligne.
- Des soutiens non remboursables suffisamment rapides et significatifs pour permettre à un maximum d'entreprises de conserver leurs employés + payer leurs coûts fixes durant leur fermeture partielle ou complète. Cela leur permettra de survivre jusqu'à la reprise et d'être en bonne posture pour redémarrer rapidement ensuite. Il est essentiel de leur permettre de conserver les liens d'emploi et de leur éviter un endettement

- insoutenable à long terme.
- Un transfert de fonds ciblé aux personnes qui ont subi des pertes de revenus importantes.
 - La durée incertaine de ce choc exceptionnel n'a de positif que l'opportunité qu'elle offre aux entreprises de revoir leur plan d'affaire. Le réflexe de résistance pour préserver les investissements en immobilisation sera très vite supplanté par une rupture. Cette rupture sera provoquée par les changements d'habitudes au niveau de la demande. Les chaînes de valeurs devront être réinventées, certaines seront relocalisées tenant compte de leur caractère essentiel ou stratégique, les avantages compétitifs seront contextualisés. Il faudra que les gouvernements soient prêts à financer une politique industrielle post-COVID innovante partant des enseignements de cette pandémie. L'environnement global des affaires sera modifié, notamment par la demande avec l'avènement de nouveaux canaux initiés par la demande, laquelle sera fortement influencée par notre capacité à contrôler cette pandémie.
 - Investissement dans la santé et la recherche en santé et innovation.
 - Plus de dépenses gouvernementales pour aider les entreprises creusera le déficit et la dette. Les risques économiques associés à la COVID-19 ne peuvent pas être seulement assumés par le gouvernement. Les entreprises doivent faire leur part, beaucoup plus que ce qui est prévu pour l'instant. Et la Banque centrale doit agir encore plus.
 - Une situation sanitaire présentée en toute transparence, afin que les agents économique puissent consommer et investir en toute confiance au retour des activités économiques.
 - Mobilisation sociale pour encourager l'achat local (ce semble déjà être la stratégie). Bizarre qu'elle ne soit pas dans vos choix.
 - La fin du confinement.